

Pouvez-vous nous parler de l'histoire et de la politique de Razem ?

Wednesday 11 January 2023, by [FUENTES Federico](#), [MALISZ Zofia](#) (Date first published: 10 January 2023).

Razem a été formé en 2015 par un groupe de militants de gauche ayant des années d'expérience dans les mouvements verts et féministes polonais, ainsi que des membres des Jeunes socialistes.

L'impulsion pour créer un nouveau parti était double.

D'une part, la frustration qui a émergé sous le gouvernement libéral de Donald Tusk (2007-14). Chaque fois que des voix commençaient à exiger que le gouvernement se concentre sur les dépenses sociales plutôt que sur les coupes et les privatisations, la réponse de Tusk était de dire que la Pologne était encore dans sa phase de transformation [vers une économie de marché] et que ce n'était pas le moment de construire un État-providence.

La frustration s'est accrue à mesure que les politiques néolibérales étaient mises en œuvre à une vitesse folle pour satisfaire les élites économiques, tandis que les gens se voyaient refuser les prestations sociales les plus modestes et que les services publics étaient démantelés.

Tout cela s'est produit alors que des manifestations anti-austérité avaient lieu en Grèce, un événement que nous avons soutenu et qui a inspiré Razem.

L'autre facteur majeur a été les protestations contre la guerre en Irak et contre la participation de la Pologne à l'occupation de l'Afghanistan. Plusieurs militants qui ont ensuite construit Razem sont issus de ces mouvements de protestation.

La révélation de l'existence de prisons américaines illégales en Pologne, utilisées pour torturer des membres d'Al-Qaïda, a suscité une énorme indignation. Voir le gouvernement polonais s'incliner devant l'impérialisme américain sans être contesté - et en fait encouragé par le courant dominant, y compris les anciens militants de Solidarność - a alimenté la frustration de la gauche.

Razem a été formé comme une expression de cette colère et de cette frustration qui s'étaient accumulées pendant le processus de transformation.

Cela concerne encore particulièrement les jeunes. Contrairement à l'ancien establishment communiste ou aux nouvelles élites libérales alignées sur les entreprises, ils n'ont pas eu l'occasion de s'enrichir pendant la période de transformation.

Entrer dans la vie professionnelle, sans parler de fonder une famille, est devenu - et reste - une chose très difficile si l'on vit dans la précarité.

Nos co-responsables Magda Biejat et Adrian Zandberg ont mis l'accent sur la situation du logement, d'autant plus que les loyers et les prix de l'immobilier ont augmenté de façon spectaculaire.

La Pologne est également confrontée à la dépopulation, avec l'interdiction de l'avortement qui décourage les femmes de tomber enceintes et la pression du coût élevé de la vie, qui empêche les jeunes de commencer une vie indépendante.

En ce qui concerne la politique de Razem, je dirais qu'une des différences entre Razem et une grande partie de la gauche occidentale est que nous n'utilisons pas un langage idéologisé et que nous communiquons les valeurs de gauche de manière organique.

En effet, après les années 1990 [avec la chute du régime communiste], l'utilisation même du mot "socialisme" est devenue problématique. Il y a eu un retour de bâton que la droite et les néolibéraux ont exploité avec plaisir pour discréditer toute idée d'un État social.

Cela s'est produit en dépit du fait que la tradition socialiste de la Pologne est bien plus ancienne que l'existence du bloc de l'Est et qu'elle a joué un rôle extrêmement important et positif dans la construction de l'État indépendant polonais. Sans compter que, contrairement à ce que les idéologues conservateurs veulent vous faire croire, les idéaux de Solidarność étaient socialistes.

Razem a [également] été inspiré par l'approche de la gauche moderne adoptée par Podemos, qui a montré comment communiquer les idées socialistes d'une manière différente.

[Podemos] a montré qu'il était très important de trouver de nouvelles façons de briser les duopoles de droite. Dans le cas de la politique polonaise, nous avons un duopole entre la droite libérale et conservatrice qui domine la scène.

Nous devons d'abord ramener la gauche et insérer les questions de gauche au centre du débat politique polonais. Nous devons ramener la protestation sociale et la syndicalisation dans la pratique politique polonaise quotidienne - et nous avons réussi. Telles étaient nos motivations.

Depuis lors, nous nous sommes engagés dans une lutte, parfois dramatique, pour obtenir un espace sur le terrain de ce duopole. Le duopole se manifeste comme une guerre de tribus de droite qui est une source de subsistance pour leurs élites. Il était donc vital pour nous d'éviter le piège des arguments creux.

Les libéraux polonais réduisent chaque question socio-politique à la question de savoir si cela permet de vaincre les conservateurs, et vice versa, sans jamais considérer un problème sur le fond. Le peuple polonais est fatigué de ces combats rituels.

Ils apprécient le fait que nos six députés s'attachent plutôt à parler des problèmes. Les discours parlementaires d'Adrian Zandberg sont en quelque sorte un événement public très attendu, car ils donnent un rare sentiment de réalité au milieu de tout ce vacarme. Ils trouvent un écho parce qu'il y a de la colère et que les gens veulent des solutions et des actions concrètes. Et ils savent qu'ils peuvent compter sur nous pour cela.

Les gens apprécient que les députés du Razem se présentent tôt à une grève pour soutenir les revendications des travailleurs et pour faciliter l'arrivée à la table des patrons en place. C'est là que nous avons pu faire la différence dans plusieurs actions industrielles ces dernières années.

La Pologne est souvent considérée comme faisant partie d'un conglomérat de pays autoritaires d'extrême droite en Europe de l'Est. Dans quelle mesure cela est-il exact ? Que pouvez-vous nous dire sur le gouvernement actuel ?

La même année que la formation de Razem, un gouvernement chrétien conservateur a été élu. Ils ont découvert que la clé de la victoire était d'offrir quelque chose que les gens voulaient, une sorte

d'avantage social - dans ce cas une allocation pour enfant - mais que les libéraux avaient refusé d'accorder.

Le gouvernement conservateur n'a obtenu la majorité que parce qu'il a intégré des éléments sociaux dans son programme.

La société polonaise, lorsqu'on l'interroge sur les politiques qu'elle préfère, indique le plus souvent une forme de social-démocratie avec des services publics solides. Les conservateurs ont exploité ce besoin à leur avantage politique, mais n'ont manifestement pas réussi à mettre en œuvre un programme social complet.

En tout cas, il est clair que pour prendre le pouvoir, ils n'ont pas fait campagne sur l'interdiction de l'avortement ou le démantèlement de la branche judiciaire de l'État. Mais dès leur arrivée au pouvoir, ils ont attaqué les droits de l'homme et les institutions de l'État. Ils ont commencé à attiser les guerres culturelles dans leurs campagnes ultérieures, par exemple en faisant des LGBT des boucs émissaires et en les harcelant.

Oui, ces politiques sont soutenues par l'Église catholique. La majorité conservatrice doit d'énormes faveurs à l'Église - beaucoup de ces choses se produisent sous la forme d'un échange clientéliste entre l'Église et le gouvernement. Mais ce ne sont pas des politiques qui bénéficient du soutien de la majorité.

Les sondages montrent que la majorité de la population polonaise souhaite la légalisation de l'avortement et des unions civiles pour les couples de même sexe. La société polonaise s'est considérablement sécularisée ces dernières années. Les conservateurs ont perdu cette bataille et la réaction enragée des groupes fondamentalistes intégrés dans l'environnement du gouvernement en est le reflet.

Contrairement à la Hongrie, le gouvernement polonais n'a pas été en mesure de saper le système électoral, et si les tentatives de prise de contrôle du pouvoir judiciaire ont été largement couronnées de succès, elles se sont heurtées à la protestation populaire.

En outre, en raison de la résistance de l'Union européenne face à l'acceptation de ces réformes illégales, le gouvernement a été confronté au mur de l'enthousiasme des Polonais pour l'UE.

Il s'agit d'une différence majeure avec la Hongrie : le gouvernement n'a pas été en mesure de trouver un moyen facile de contourner le fait que les gens ne soutiendront pas la moindre allusion au "Polexit".

Razem non plus, d'ailleurs, car nous pensons que l'UE a grandement besoin de réformes sociales et démocratiques, mais que la Pologne doit rester et contribuer à favoriser l'intégration et le partenariat sur le continent.

Le fait que la Pologne soit favorable à l'intégration européenne a contribué à faire échouer les attaques du gouvernement contre nos freins et contrepoids.

Le résultat a été que toutes les mesures orbanistes prises par le gouvernement, y compris la persécution des femmes et des LGBT, ont déclenché une vague de protestations sans précédent. Les protestations contre l'interdiction de l'avortement ont été énormes et ont touché tous les niveaux de la société.

Cela a provoqué une chute spectaculaire dans les sondages et il est peu probable que les conservateurs obtiennent une majorité parlementaire lors des élections de cette année.

Quant à l'idée que l'Europe de l'Est est essentiellement autoritaire et pleine de nationalistes d'extrême droite, je dirais que c'est le résultat de décennies de dénigrement de cette Europe de l'Est. Il s'agit souvent de la représentation par défaut, commode dans les médias, qui flatte les egos en Occident.

Nous savons tous dans quel pétrin se trouvent les pays d'Europe occidentale face aux menaces de l'extrême droite, regardez l'Italie ou la France avec [Giorgia] Meloni et [Marine] Le Pen, ou le récent complot des extrémistes allemands pour renverser le système.

Mais d'une manière ou d'une autre, les médias mondiaux et la propagande russe parviennent à attirer exclusivement l'attention sur les tendances autoritaires de droite en Europe de l'Est, occultant le fait qu'il existe des mouvements de gauche et une société civile progressiste, et négligeant l'élan émancipateur et démocratique qui est bien vivant au sein de la population. Cela contribue à donner l'image d'une Europe de l'Est particulièrement conservatrice, hostile aux idées progressistes, ce qui n'est pas vraiment le cas et certainement pas une constante.

Bien sûr, il existe des composantes de cette image, mais elles sont incroyablement exagérées à l'Ouest, y compris au sein de la gauche occidentale. Regardez la Slovaquie avec Levica, la Croatie avec Mozemo, la Lettonie avec Progresivie ou la Pologne avec Razem, et vous découvrirez des mouvements de gauche stimulants qui mettent en œuvre des changements progressifs dans la politique de leur pays et de leurs municipalités - et il y aura d'autres surprises de ce genre à l'avenir, qu'il faut reconnaître.

En ce qui concerne l'Ukraine en particulier, il est vital que des mouvements tels que le Mouvement social soient soutenus dans le contexte de la résistance et de la reconstruction après la défaite de l'agression russe.

Comment Razem a-t-il réagi à l'invasion de l'Ukraine par Poutine ? Pourquoi Razem insiste-t-il sur la nécessité de s'attaquer à l'impérialisme russe ?

Razem n'avait aucun doute sur la façon de réagir étant donné l'expérience historique commune de nos pays avec l'impérialisme russe. Nous n'avons absolument aucun doute sur le fait que cette invasion représentait une menace existentielle pour l'Ukraine, qu'il ne pouvait y avoir de compromis, et que la réaction de notre parti était cruciale.

Malheureusement, nous avons été très déçus par les organisations progressistes, y compris celles auxquelles nous appartenions à l'époque, qui ont gardé le silence jusqu'à et après l'invasion, et même après le massacre de Bucha.

C'était décevant mais aussi, je l'admets, nous avons peut-être été un peu aveugles à une tendance évidente qui existe dans une partie de la gauche à accorder trop d'importance à l'impérialisme américain tout en laissant l'impérialisme russe s'en tirer à bon compte. Il est rapidement apparu qu'une grande partie de cette gauche n'est pas capable d'accepter ce qui, pour nous, sont deux questions existentielles : que l'Ukraine est un État souverain et que l'impérialisme russe existe.

En revanche, des représentants de la gauche en Pologne (Razem), en Finlande (Alliance de gauche), en Lituanie (Alliance de gauche), en République tchèque (Alliance pour l'avenir ; La Gauche) et en Roumanie (Parti de la démocratie et de la solidarité) ont rencontré à Varsovie le 8 mars des représentants de l'organisation de gauche ukrainienne Mouvement social pour les écouter et leur demander ce dont ils avaient besoin. La gauche danoise (Alliance rouge-verte) n'était pas présente à la réunion, mais elle a ensuite fait part de son soutien.

Il est apparu clairement que nous devons d'abord faire campagne pour soutenir la gauche et la

résistance armée ukrainienne. Cela s'est fait en dépit de l'opposition considérable du soi-disant mouvement anti-guerre dans les sociétés occidentales impériales ou post-impériales.

Nous avons souvent constaté que les forces de gauche ukrainiennes devaient se battre même pour avoir le droit de s'exprimer lors d'événements organisés par la gauche occidentale. C'était donc un combat et cela reste un point vital : affirmer l'existence et amplifier la voix de la gauche ukrainienne. Leur voix, une fois entendue, coupe inévitablement à travers tous les écrans de fumée de la propagande - ils mènent une lutte juste pour l'autodétermination contre un agresseur impérialiste, sans aucun doute.

Depuis lors, l'unité initiée à Varsovie s'est étendue à d'autres partis de gauche nordiques et d'Europe centrale, et plus récemment à des groupes de gauche dans les Balkans. Nous construisons un réseau pour partager des informations non seulement sur notre expérience commune en ce qui concerne l'impérialisme russe, mais aussi sur le processus de transformation néolibérale brutale dans les États de l'ancien bloc de l'Est.

Avec le Mouvement Social et d'autres alliés comme le Bloc de Gauche portugais ou le Parti de Gauche suédois, nous avons également lancé une campagne pour annuler la dette de l'Ukraine, qui limite les efforts de guerre de l'Ukraine et sa capacité à maintenir son économie à flot. Nous avons remporté quelques succès : un projet de loi a été adopté par la Chambre des représentants des États-Unis, qui demande au gouvernement américain d'influencer les prêteurs au nom de l'Ukraine, et la question a également été soulevée au Royaume-Uni et au Parlement européen.

C'est une campagne sur laquelle nous espérons nous appuyer comme exemple de solidarité concrète et de campagne vers l'extérieur. Nous préférons offrir une solidarité concrète, travailler avec des partis, des syndicats et des mouvements qui sont responsables devant les électeurs, les membres et le public.

Les débats sur la géopolitique réaliste concernant la multipolarité font peut-être grimper les ventes de livres, les likes sur Twitter et les invitations à des débats d'experts, mais ils n'aident pas le peuple ukrainien qui lutte contre l'agression génocidaire d'un voisin qui mise sur le néocolonialisme au XXI^e siècle.

Comment voyez-vous la question de l'expansionnisme de l'OTAN ?

Nous sommes clairs sur le fait que l'influence du militarisme occidental n'est pas la bienvenue en Pologne. Mais nous reconnaissons que nous sommes dans une situation complexe. Contrairement à la gauche qui opère au cœur d'un empire, la gauche de notre partie de l'Europe ne peut pas se permettre d'adopter une position purement idéologique, sans tenir compte des réalités sécuritaires des peuples de notre région.

D'une part, étant donné l'absence d'une véritable architecture de sécurité européenne, l'OTAN représente actuellement la seule garantie de protection pour les citoyens polonais. La grande majorité des Polonais souhaitent cette protection, car ils connaissent la menace que représente l'impérialisme russe. C'est pourquoi je ne pense pas que l'on puisse honnêtement parler d'expansionnisme de l'OTAN dans notre région. Au lieu de cela, nous avons eu des pays qui ont désespérément demandé à rejoindre l'OTAN dans les années 1990, alors que les États-Unis n'étaient pas initialement très favorables à notre adhésion.

Pour les habitants de notre région, l'expansionnisme russe est une menace existentielle. Et c'est la Russie qui s'étend vers et à travers notre région - en envahissant l'Ukraine.

Si vous regardez honnêtement l'histoire des relations entre l'OTAN et la Russie en Europe, vous

verrez que c'est la Russie qui s'est régulièrement avancée la première avec la volonté d'escalade.

Politiquement, on peut parler d'apaisement en ce qui concerne la politique de l'Europe occidentale à l'égard de la Russie au cours des dernières décennies. Militairement, en ce qui concerne les déploiements de troupes et d'armes, on ne peut pas parler de provocation.

En revanche, Razem s'est activement opposé à toute participation polonaise aux interventions odieuses et à peine légales de l'OTAN, comme en Afghanistan, en Libye, en Irak, etc. Toute action arbitraire motivée par un extra-territorialisme primitif ou imposée aux membres de l'alliance par la pression politique des États-Unis est pour nous la véritable signification de l'"expansionnisme de l'OTAN". Et nous nous y opposons.

Nous sommes également conscients que de telles actions n'ont fait qu'enhardir la Russie, et lui ont fourni des précédents pour mener ses propres actions impérialistes effrontées.

Razem est conscient que plusieurs impérialismes sont en jeu dans notre partie de l'Europe et que nous ne pouvons pas nous permettre de prendre parti pour un impérialisme plutôt qu'un autre.

Federico Fuentes

Zofia Malisz

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.S.

Traduction avec Deepl et correction CS

Green Left

<https://www.greenleft.org.au/content/razem-building-left-alternative-poland>